

LE DROIT A L'OUBLI

THE RIGHT TO BE FORGOTTEN

Consécration d'un droit à l'oubli numérique

- Le [droit à l'oubli numérique](#) peut être défini comme étant le droit d'obtenir du responsable du traitement l'effacement de l'ensemble des données concernant une personne ainsi que la cessation de la diffusion de ses données.
- Le droit à l'oubli numérique existe déjà dans son principe dans toutes les réglementations européennes relatives à la protection des données personnelles, avec des spécificités selon les pays, mais il sera expressément encadré avec la [proposition de règlement général sur la protection des données](#) publiée par la Commission européenne le 25 janvier 2012. Le texte définitif devrait être adopté fin 2013 - début 2014 et prévoit un délai de grâce de 2 ans pour que les entreprises se mettent en conformité. Elles devront implémenter une procédure permettant de traiter les demandes d'effacement par les personnes concernées.
- Ce droit est différemment appréhendé suivant les pays, au sein de l'Union Européenne comme en dehors de celle-ci, et il n'existe souvent pas de législation spécifique.

Les membres du réseau Lexing® dressent un tableau de la situation actuelle à travers le monde.

Acknowledgment of a right to be forgotten

- *The [right to be forgotten](#) may be defined as the right for a person to obtain from the controller the erasure of personal data relating to him/her and the abstention from further dissemination of such data.*
- *In Europe, the principle of a right to be forgotten is already enshrined in all data protection legislations, but each country has its own specific regulations. The [proposal for a General Data Protection Regulation](#) published by the European Commission on 25 January 2012 will expressly regulate such right in EU Member States. The final text, which should be adopted by the end of 2013 / early 2014, provides a 2-year grace period to enable businesses to comply with its provisions and in particular implement a procedure to deal with data subjects' requests for erasure of their data.*
- *The right to be forgotten is addressed differently in each country, both within the European Union and in the rest of the world, where there is often no specific legislation.*

The Lexing® network members provide a snapshot of the current state of play worldwide.

A propos de Lexing®

Lexing® est le premier réseau international d'avocats technologues dédié au droit des technologies avancées.

Créé sur une initiative d'Alain Bensoussan, Lexing® permet aux entreprises internationales de bénéficier de l'assistance d'avocats alliant la connaissance des technologies, des métiers et du droit qui leur sont applicables dans leur pays respectifs.

About Lexing®

Lexing® is the first international network of lawyers dedicated to technology law.

Created on an initiative of Alain Bensoussan, Lexing® allows multinationals to benefit from the assistance of seasoned lawyers worldwide who each combines unique expertise in technology and industry with a thorough knowledge of law in their respective country.

CHLOE TORRES





- Le droit sud africain ne consacre pas explicitement un droit général à l'oubli, entendu comme le droit à l'effacement de ses données personnelles, notamment sur le World Wide Web. Il existe toutefois certaines lois sectorielles portant sur la vie privée, l'accès à information et la liberté d'expression qui le reconnaissent implicitement.
- Ainsi, le « **Bill of Rights** » de la **Constitution** sud africaine (1) contient des droits généraux sur la dignité et la vie privée, étant précisé que ceux-ci peuvent cependant être limités par les droits à la liberté d'expression et à l'accès à l'information.
- Le **projet de loi sur la protection des informations personnelles** (2) (en passe d'être adopté) dispose, quant à elle, à l'instar des législations de nombreux autres pays sur la protection des données, que les données personnelles ne peuvent être conservées ou utilisées que dans la mesure où elles sont adéquates, pertinentes et non excessives au regard de leurs finalités. Les données personnelles ne peuvent de manière générale être conservées que pour une durée nécessaire, et doivent être définitivement détruites lorsque la personne concernée retire son consentement ou lorsque l'autorisation légale associée n'est plus valide (par exemple dès expiration de la période légale de conservation). En outre, les données périmées, incomplètes, trompeuses ou inexacts doivent être corrigées ou effacées. Enfin, il est intéressant de noter que la loi accorde certains droits à la vie privée aux personnes morales, telles que les sociétés.
- La **loi nationale sur le crédit** (3) permet aux personnes d'accéder et de s'opposer à des données négatives les concernant en matière de crédit. Les organismes de crédit sont tenus d'effacer certaines données relatives au crédit après expiration d'un certain laps de temps. Bien souvent, plus le montant de la dette est faible, plus la durée de conservation est courte. Les informations relatives aux jugements civils peuvent être conservées pendant une période allant de 18 mois à 5 ans, et les informations sur les jugements annulés pendant deux ans. Les informations concernant les faillites personnelles peuvent être conservées pendant plus de 10 ans après redressement de l'entreprise. En revanche, il n'existe aucun droit à l'oubli pour les liquidations d'entreprise.
- La **loi sur la protection des consommateurs** (4) permet aux personnes de s'inscrire sur un registre d'opposition à la prospection. Cette sorte de « liste rouge » n'est pas encore officiellement mise en place, mais il existe d'autres registres facultatifs similaires, tels que le registre d' « opt-out » géré par la Direct Marketing Association.
- La **loi sur les communications et les transactions électroniques** (5) prévoit une procédure pour exiger des fournisseurs de services d'information le retrait ou la désactivation de l'accès à des activités ou contenus « illicites », via un mécanisme de notification et de retrait. Ce système peut constituer un moyen de mettre en œuvre le droit à l'oubli auprès d'un opérateur établi en Afrique du Sud.
- De plus, le **Code de procédure pénal** (6) (modifié) autorise l'effacement, sur demande, de données sur les condamnations pour des infractions mineures après une période 10 ans, à condition qu'il n'existe aucune autre condamnation. Les condamnations politiques prononcées en vertu des anciennes lois raciales sous l'apartheid peuvent également généralement être omises. Sont également effacées du casier judiciaire les infractions mineures (les infractions graves, comme les meurtres ou les viols, étant exclues) commises par les personnes âgées de moins de 21 ans au moment des faits conformément à la **loi sur la justice des mineurs** (7).
- Concernant les personnes fichées dans le **registre national des délinquants sexuels**, elles peuvent, uniquement dans certains cas, bénéficier de la possibilité de retirer leur nom de ce fichier après une période de cinq à dix ans suivant leur sortie de prison, la suspension de leur peine ou leur inscription dans le registre.
- Par ailleurs, les **codes de conduite** et les **contrats** (par ex les conditions d'utilisation d'un site Web) peuvent, dans une certaine mesure, accorder un droit à l'oubli limité. Sont naturellement particulièrement visés les moteurs de recherche et les réseaux sociaux tels que Google et Facebook.
- La **loi sur la promotion de l'accès à l'information** (8) et les principes juridiques encadrant la **liberté d'expression** peuvent entrer en conflit avec les différents droits à l'oubli implicitement contenus dans d'autres lois. En effet, des centaines de **règlements** nécessitent la conservation, sous différentes formes et pendant des durées différentes, d'informations notamment en matière fiscale, de santé, d'emploi, de sécurité, sociale. Ces conflits seront tranchés au cas par cas, en fonction de considérations tant de fond que de forme.
- Enfin, il convient de souligner que **les lois et décisions étrangères** en matière de droit à l'oubli, au niveau **national et international**, pourront avoir un impact en cas d'espèces similaires en Afrique du Sud.

- (1) [Constitution de la République d'Afrique du Sud](#) (en anglais)
- (2) [« Protection of Personal Information Bill » \(POPI\)](#) (en anglais)
- (3) [« National Credit Act »](#) (en anglais)
- (4) [« Consumer Protection Act »](#) (en anglais)
- (5) [« Electronic Communications and Transactions Act »](#) (en anglais)
- (6) [« Criminal Procedure Act »](#) (en anglais)
- (7) [« Child Justice Act »](#) (en anglais)
- (8) [« Promotion of Access to Information Act »](#) (en anglais)

[ANDREW WEEKS](#)





- The 'right to be forgotten' is a right to have personal data deleted, in particular from the world wide web. South African law does not explicitly recognise a general right to be forgotten. But some laws dealing with privacy, access to information and freedom of speech implicitly recognise the right.
- The **Bill of Rights in the Constitution (1)** contains broad rights to dignity and privacy. Privacy rights can be limited by rights to freedom of expression and access to information.
- The **Protection of Personal Information Bill (2)** (soon to become law), like most foreign data protection laws, states that personal information may only be stored or used to the extent it is adequate, relevant and not excessive in relation to its purpose. Personal information cannot normally be kept longer than necessary, and must be permanently destroyed when consent is withdrawn or legal authority ends (for example when a 'retention period' has lapsed). Out-of-date, incomplete, misleading or inaccurate data must also be corrected or deleted. The law grants some privacy rights to juristic persons, such as companies.
- The **National Credit Act (3)** allows individuals to access and challenge negative credit-related information. Credit bureaux must delete certain credit-related information after the relevant retention period. In general, the smaller a debt, the sooner information must be removed. Information about civil judgments can be kept for between 18 months and five years, and information about rescinded judgments for two years. Personal sequestrations can be recorded for 10 years after rehabilitation. There is no right to be forgotten in the case of corporate liquidations.
- The **Consumer Protection Act (4)** gives rights to individuals to put their names and contact details on a pre-emptive 'do-not-contact' direct marketing register. The register has not been formally recognised, but there are similar voluntary registers, such as the Direct Marketing Association's 'opt-out' register.
- The **Electronic Communications and Transactions Act (5)** provides a practical procedure to demand that information service providers remove or disable access to 'unlawful' activity or content, via a take-down notification. This can help enforce a right to be forgotten where a service provider is based in South Africa.
- The **Criminal Procedure Act (6)** (as amended) allows for records of certain minor offences to be 'expunged' on application after 10 years, if there have been no other convictions. Political convictions under repealed race-based apartheid laws can also usually be removed. Children under 21 at the time of an offence can also have their records expunged under the **Child Justice Act (7)**, unless the offence is serious (such as murder or rape).
- In certain cases, offenders cannot ever remove their names from the **National Sex Offenders Register** or the **National Child Protection Register**. In other cases, offenders may generally only apply five to ten years after release from prison, suspension, or entry on the register.
- Industry **codes of conduct and contracts** (such as a website's terms of use) can also give effect to a limited right to be forgotten, depending on the terms. These are likely to be most relevant to search engines and social websites such as Google and Facebook.
- The **Promotion of Access to Information Act (8)** and legal principles about **freedom of expression** could conflict with implied rights to be forgotten contained in other laws. Hundreds of **regulations** also require certain tax, health, employment, safety, corporate and other information to be retained in specific forms for specific periods. Conflicts will be decided on their merits and subject to context.
- **Foreign and international laws and decisions** about the right to be forgotten will usually be relevant or persuasive in a similar matter in South Africa.

- (1) [Constitution of the Republic of South Africa](#)
- (2) [Protection of Personal Information Bill \(POPI\)](#)
- (3) [National Credit Act](#)
- (4) [Consumer Protection Act](#)
- (5) [Electronic Communications and Transactions Act](#)
- (6) [Criminal Procedure Act](#)
- (7) [Child Justice Act](#)
- (8) [Promotion of Access to Information Act](#)

[ANDREW WEEKS](#)





- En Belgique, le droit à l'oubli **n'est pas reconnu par une loi de manière expresse**, c'est dire si le nouveau règlement sur la protection des données est attendu avec impatience...
- En attendant, on se réfère, aux ressources qu'on trouve dans des lois non spécifiques.
- On invoque, quand cela est possible, à la loi du 8 décembre 1992 **relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (1)**. Un traitement a priori licite peut ne plus l'être parce qu'il n'est plus justifié par la finalité annoncée ou parce que le délai de conservation annoncé ou justifié est dépassé, par exemple (2).
- Le droit d'opposition au traitement illicite n'est néanmoins pas absolu. Certaines garanties que la loi concède à l'individu ne s'appliquent pas, par exemple, aux articles journalistiques (3). Cette exception de journalisme est légitimée par le droit à la liberté d'expression, le droit de l'individu à recevoir des informations et la tâche des journalistes qui répond à ces droits par l'information du public (4).
- L'arrêté royal du 7 juillet 1997 relatif à la **publication des arrêts et des ordonnances de non-admission du Conseil d'Etat (5)** prévoit également que l'identité des personnes physiques puisse être omise lors la publication de l'ordonnance de non-admission ou de l'arrêt du Conseil d'Etat à la demande expresse d'une partie au litige devant le Conseil d'Etat ou par toute autre personne physique qui a un intérêt à l'omission de l'identité .
- L'art 9 de la loi du 10 août 2005 (6) établit une règle générale qui impose que les **décisions judiciaires publiées** dans la banque de données de jurisprudence externe, qui contiennent des données à caractère personnel, sont anonymisées.
- **Le droit à l'image**, reconnu par l'article 10 de la loi sur le droit d'auteur (7), interdit toute utilisation de l'image d'une personne sans le consentement préalable de la personne représentée. Cette personne a le droit de retirer son autorisation donnée à tout moment (8) et en tout cas de se prévaloir du fait que son consentement portait sur une utilisation déterminée.
- Malgré que le droit à l'oubli n'existe pas de manière autonome en droit belge, une certaine jurisprudence a quand-même reconnu son existence comme une **modalité du droit au respect de la vie privée**. Il s'agissait chaque fois d'un conflit entre le droit de la liberté de presse et la vie privée des personnes condamnées. Dans un contexte journalistique, on cherche à établir un équilibre entre les intérêts différents concernés. D'une part, on a l'intérêt du public et des journalistes, protégés notamment par la liberté de presse, la liberté d'opinion et le droit à l'information. D'autre part, on a l'intérêt de la personne dont l'information est divulguée, protégé notamment par le droit à la vie privée et l'importance d'une réinsertion sociale. Le droit à l'oubli ne sera reconnu que si le droit à la vie privée prime sur les autres droits fondamentaux de l'Homme (9). Le droit à l'oubli sera plus faible, s'il concerne une personne publique appartenant à la mémoire publique, comme par exemple l'auteur de plusieurs meurtres (10).
- Notons que tant la loi du 8 décembre 1992, la loi du 10 août 2005, la loi du 30 juin 1994 que l'arrêté royal du 7 juillet 1997 ne s'appliquent qu'aux personnes physique et ne peuvent donc pas être invoqués par des **personnes morales**. Néanmoins, l'article 8 CEDH peut s'appliquer aux personnes morales dans la mesure où le nom de la personne morale fait paraître l'identité d'une personne physique.

(1) *Mon.*, 18 mars 1993.

(2) Articles 4 et 12.

(3) Article 3.

(4) Cons. 37 ; Art. 9 de la [Directive 95/46/CE](#) du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données;

Art. 4 du [projet de loi](#) transposant la Directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, 20 mai 1998, la Chambre de Représentants, 1566/1-97/98

(5) *Mon.*, 8 août 1997.

(6) *Mon.*, 1 sept. 2005.

(7) *Mon.*, 27 juillet 1994.

(8) Comm. Bruxelles, 11 septembre 1974, J.T., 1975, p. 136; Comm. Bruxelles, 24 février 1995, Ing.-Cons., 1995, p. 333.

(9) Bruxelles, 21 décembre 1995, J.T., 1996 p.47; Civ. Bruxelles, 30 juin 1997, J.T., p.710 ; Civ. Namur, 17 novembre 1997, J.L.M.B., 1998, p. 781, note A. STROWEL.

(10) Avis du conseil pour le journalisme du 8 septembre 2011, <http://www.rvdj.be/>

[JEAN-FRANÇOIS](#)

[HENROTTE](#)





- In Belgium, the right to be forgotten is **not explicitly recognized by a law**. This means that the EU new Regulation on protection of personal data is eagerly awaited.
- Meanwhile, we refer to sources coming from non-specific laws.
- When possible, we invoke the law of 8 December 1992 **on the protection of privacy in relation to the processing of personal data**. (1). A *prima facie* lawful processing operation will not be lawful anymore where for example it is no longer justified by its announced purpose or when the announced or justified storage period has expired (2).
- Though, the right to object to unlawful processing is not absolute. Certain guaranties granted to individuals by law do not apply to journalistic articles, for example (3). This exception for journalism is legitimized by the right of freedom of information, the right of the individual to receive information and their corresponding counterpart, namely the right of journalists to make information available to the public (4).
- The Royal Decree of 7 July 1997 on the **publication of judgments and orders** of non-admission of the **State Council** (5) also provides that the identity of natural persons can be omitted in the publication of the order of non-admission or the judgment of the State Council at the express request of a party in the litigation before the State Council or any other natural person who has an interest in the omission of the identity.
- Article 9 of the law of 10 August 2005 (6) establishes a rule that imposes that **judicial decisions published** in the external case law databank that contain personal data must be anonymized.
- **The right of personal portrayal**, recognized by article 10 of the Copyright Law (7), prohibits every use of image without the prior consent of the represented person. This person has at any time the right to withdrawal his given authorization (8) and in any case to rely on the fact that his consent was given only for a certain use.
- Despite the fact that the right to be forgotten does not exist as a stand-alone concept under Belgian Law, some rulings have nonetheless recognized its existence as a **modality of the right of privacy**. It concerns each time a conflict between the freedom of the press and the privacy of the convicted persons. When it comes to news, one searches to strike a fair balance between the different interests at stake. On the one hand, we have the interest of the public and the journalists, which is protected notably by the freedom of the press, the freedom of expression and the right of information. On the other hand, we have the interest of the person whose information is disclosed, which is in particular protected by the right to privacy and the importance of social rehabilitation. The right to be forgotten will only be recognized if the right of privacy overrides other fundamental human rights (9). The right to be forgotten will be weaker when it concerns a public person, who is part of the public memory, such as for example a person who committed several killings (10).
- Note that the law of 8 December 1992, the law of 10 August 2005, the law of 30 June 1999 and the Royal decree of 7 July 1997 only apply to individuals and thus cannot be relied on by **legal entities**. However, article 8 ECHR can be applied on moral persons insofar as the name of the moral person shows the identity of a natural person.

- (1) *Mon.*, 18 March 1993.
- (2) Articles 4 and 12.
- (3) Article 3.
- (4) Cons. 37 ; Art. 9 de la [Directive 95/46/CE](#) of the European Parliament and Council, of 24 October 1995, on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and the free circulation of data; Art. 4 of the [Bill](#) transposing Directive 95/46/EC of the European Parliament and of the Council of 24 October 1995 on the protection of individuals with regard to the processing of personal and the free circulation of data, 20 May 1998, Chamber of Representatives, 1566/1-97/98
- (5) *Mon.*, 8 August 1997.
- (6) *Mon.*, 1 Sept. 2005.
- (7) *Mon.*, 27 July 1994.
- (8) Comm. Brussels, 11 September 1974, J.T., 1975, p. 136; Comm. Brussels, 24 February 1995, Ing.-Cons., 1995, p. 333.
- (9) Brussels, 21 December 1995, J.T., 1996 p.47; Civ. Brussels, 30 June 1997, J.T., p.710 ; Civ. Namur, 17 November 1997, J.L.M.B., 1998, p. 781, note A. STROWEL.
- (10) Avis du conseil pour le journalisme du 8 septembre 2011, <http://www.rvdj.be/> .





- Il n'existe **aucune législation spécifique** en vigueur au Brésil protégeant la vie privée et les données personnelles, ou même régulant l'utilisation de l'internet. En conséquence, le droit à l'oubli n'est ni expressément consacré ni implicitement reconnu au Brésil.
- S'il existe bien diverses dispositions générales accordant des droits et imposant des obligations en matière de vie privée et de protection des données, celles-ci sont éparpillées dans plusieurs lois, telles que les lois conférant des garanties personnelles, encadrant les relations civiles et commerciales et assurant la protection des consommateurs, et ne permettent donc pas d'en déduire indirectement l'existence d'un droit général à l'oubli (« **direito a ser esquecido** »).
- De manière générale, les personnes ont le droit de s'opposer à des données personnelles incorrectes, fausses, erronées ou inexactes ou de les corriger.
- Toutefois, il n'est par exemple pas possible d'identifier des dispositions légales permettant de mettre en œuvre le droit à l'oubli au sein de **la loi 12.527** du 17-11-2011 **(1)**, qui encadre l'accès à l'information (consacré par la **Constitution fédérale (2)** en son paragraphe XXXIII de l'art. 5, clause II, § 3 de l'art. 37 et au § 2 de l'art. 216).
- De même, la **loi 9.507 d'Habeas Data** du 12-11-1997 **(3)**, ne permet l'accès à une action **d'habeas data (4)** que dans les cas suivants :
 - I – pour connaître les informations relatives à la personne du demandeur qui sont contenues dans un fichier ou une base de données de l'Etat ou d'organismes publics ;
 - II – pour rectifier des données, lorsque la personne concernée préfère cette voie à une procédure confidentielle, judiciaire ou administrative ;
 - III – pour faire inscrire une annotation afin d'expliquer que les données sont contestées et font l'objet d'un contentieux judiciaire ou d'une résolution amiable en cours.
- En outre, 2 projets de lois sont actuellement discutés au Brésil : le projet de loi cadre de réglementation civile de l'internet **(5)** et le projet de loi sur la protection des données **(6)**.
- Or, le **projet de loi cadre de réglementation civile de l'internet** ne contient aucune disposition relative au droit à l'oubli, ou tout autre concept similaire.
- De même, le **projet de loi sur la protection des données** n'aborde pas le droit à l'oubli et accorde uniquement les droits suivants aux personnes concernées :
 - Droit d'opposition, à savoir le droit de s'opposer au traitement de tout ou partie de ses données personnelles.
 - Droit de rectification, à savoir le droit de corriger les données personnelles considérées incomplètes, inexactes ou périmées.
 - Droit d'annulation et de verrouillage, à savoir le droit d'annuler ou de verrouiller les données personnelles jugées non nécessaires, excessives, ou traitées en violation de la loi.
- Néanmoins il convient de noter que ce texte requiert d'obtenir le **consentement périodique** des personnes concernées, ce qui peut donc suggérer indirectement qu'en cas de non-renouvellement de ce consentement, les données ne pourront plus faire l'objet d'un stockage ou d'un traitement. En effet, aux termes de l'art. 9° du projet de loi :
 - 9°. Le traitement de données personnelles ne peut avoir lieu qu'après obtention du consentement libre, express et informé de la personne concernée, donné par écrit ou tout autre moyen vérifiable, et qu'après communication au titulaire des informations visées à l'art. 11.
 - § 1 En cas de service à exécution successive, le consentement doit être renouvelé périodiquement conformément au règlement.
- Enfin, les dispositions de ce projet de loi relatives à l'**effacement de données personnelles** laissent la porte ouverte à un possible encadrement de la durée du stockage dans le futur :
 - Article 30. Les données personnelles sont effacées lorsqu'elles ne sont plus nécessaires ou pertinentes pour la finalité ayant justifié leur collecte et leur traitement.
 - Paragraphe unique. Une loi ou un règlement peuvent prévoir des durées maximum de traitement de données personnelles dans certains secteurs et dans certains cas.
- **Conclusion:** le droit à l'oubli n'est pas, à ce jour, garanti au Brésil et l'application indirecte des lois existantes à cette fin est plutôt incertaine.

- (1) [Lei n° 12.527](#) (en portugais)
- (2) [Constitution fédérale du Brésil](#) (en portugais)
- (3) [Lei n° 9.507](#) (en portugais)
- (4) Dans certains pays, et plus spécifiquement les pays d'Amérique latine, l'expression « habeas data » fait référence à un droit constitutionnel qui, selon le pays, permet à toute personne d'avoir accès à ses données personnelles, et lui confère le droit de demander la rectification ou la suppression de toute information erronée la concernant (cf. Organisation des Etats américains, « [Principes et recommandations préliminaires relatifs à la protection des données](#) », not. section III, 17-10-2011)
- (5) [Marco Civil da Internet](#) (en portugais) [Version anglaise](#) (non officielle) (sept. 2011)
- (6) [Anteprojeto de Lei de Proteção de Dados Pessoais](#) et sa [version anglaise](#) (non officielle)

SILVIA REGINA

BARBUY MELCHIOR





- There is **no specific legislation or regulation** in force in Brazil related to privacy and data protection or even related to internet usage. As a consequence, the right to be forgotten is not explicitly recognized or granted in Brazil.
- Even general provisions spread over several statutes setting forth personal guarantees, civil and commercial relations and consumer protection, which contains rights and obligations related and applied to privacy and data protection, does not apply indirectly or allow the interpretation that the right to be forgotten (“**direito a ser esquecido**”) is granted.
- It is possible to identify that people usually have the right to oppose and correct data if its personal data is not correct, if some information is false, contains mistakes or is not accurate.
- Also considering the **Law 12,527**, of 17/11/2011 (1), which regulates access to information (under paragraph XXXIII of art. 5, clause II, § 3 of art. 37 and § 2 of art. 216 of the **Federal Constitution** (2)) it is not possible to identify legal provisions to enforce the right to be forgotten.
- Finally the **Habeas Data Law 9,507** of 12/11/1997 (3), just provides access to habeas data (4) for the following purposes:
 - I - to ensure the knowledge of information concerning the person of the petitioner, contained in record or database of government entities or public character;
 - II - for correction of data when not prefer to do so through a confidential process, judicial or administrative;
 - III - for annotation to disputed data of explanation that is litigation or friendly settlement is pending.
- Now Brazil is discussing the **Bill of Civil Rights Framework for the Internet** (5) and the **Data Protection Bill** (6).
- The **Bill of Civil Rights Framework for the Internet** does not bring any provision about the right to be forgotten or similar situation.
- The **Data Protection Bill** also does not address properly or directly this situation and just grants the:
 - **Right to Oppose:** the owner may oppose to the processing of its personal data, in whole or in part.
 - **Right to Correction:** right to correct the personal data deemed incomplete, inexact or out of date.
 - **Right to Cancel and Block:** right to cancel or block personal data deemed unnecessary, excessive or processed in disagreement with the law.
- But indirectly this draft of Bill requiring **periodic consent** suggests indirectly that if there is no renewal to some previous authorization there can be no storage or treatment of such data. Under art. 9° of such draft:
 - 9°.The processing of personal data can only be carried out after the free, clear and informed consent of the holder has been obtained, which may be given in writing or another verifiable manner, after the holder has been notified of the information contained in Article 11
 - § 1 For services performed over time, the consent shall be renewed periodically in accordance with the regulation.
- When addressing the **erasure of personal data**, the **Data Protection Bill** leaves open to a possible future legislation or regulation in terms of storage:
 - Article 30. Personal data must be canceled when no longer necessary or relevant for the purpose that justified its collection and processing.
 - Single paragraph. Law or regulation may provide for maximum periods for the processing of personal data in specific industries and circumstances.
- **Conclusion:** in Brazil today there is no right to be forgotten assured and the indirect application of existing laws are quite doubtful.

(1) [Lei nº 12.527](#)
(in Portuguese)

(2) [Federal Constitution of Brazil](#) (in Portuguese)

(3) [Lei nº 9.507](#)
(in Portuguese)

(4) In some countries, and more particularly in Latin America, the concept of “Habeas Data” refers to a constitutional right that, depending on the country, allows individuals access to their own personal data and the right to request the correction or suppression of any mistaken information (see Organization of American States see Organization of American States, [“Preliminary Principles and Recommendations on Data Protection”](#) esp. section III, 17-10-2011).

(5) [Marco Civil da Internet](#) (in Portuguese) and its [English version](#) (unofficial) (Sept. 2011)

(6) [Anteprojeto de Lei de Proteção de Dados Pessoais](#) and its unofficial [English translation](#)

SILVIA REGINA

[BARBUY MELCHIOR](#)





▪ En Chine, les autorités gouvernementales sont tenues de garder confidentielles les données personnelles collectées relatives aux citoyens. Cette obligation de confidentialité est imposée par différentes dispositions légales, et notamment l'article 6 de la loi de la République Populaire de Chine (RPC) sur les cartes d'identité des résidents (1) et l'article 12 de la loi sur les passeports (2).

▪ Les personnes privées ont le **droit à l'oubli sur internet**, conformément à la Décision sur le renforcement de la protection des informations en ligne (3) («**Décision**») et les Lignes directrices sur la protection des informations personnelles dans les systèmes d'information des services publics et commerciaux (4) («**Lignes directrices**»).

▪ En effet, aux termes de l'article VIII de la Décision, toute personne a le **droit de demander à un prestataire de service réseau le retrait de toute information révélant l'identité personnelle de cette personne sur le réseau, diffusant sa vie privée ou portant atteinte à ses droits et intérêts légaux**, ou le droit de prendre toutes autres mesures d'interdiction nécessaires.

▪ Les droits des personnes dont les données personnelles sont diffusées sur Internet sont énumérés au chapitre 4 de Lignes directrices :

1. **Droit à la vie privée** : le droit de demander aux personnes en charge de la gestion des informations personnelles de mettre en œuvre les mesures nécessaires afin d'empêcher tout abus par des tiers non concernés ;
2. **Droit à l'information** : le droit de demander aux personnes en charge des informations personnelles d'être informé des finalités pour lesquelles les informations personnelles sont collectées ;
3. **Droit d'autoriser la collecte de données ou de s'y opposer** : le droit d'autoriser ou de refuser la collecte d'informations personnelles par les personnes en charge des informations personnelles ;
4. **Droit de rectification**: le droit de corriger toute donnée personnelle erronée ;
5. **Droit de demander la suppression**: le droit de demander aux personnes en charge de la gestion des informations personnelles de supprimer toute donnée personnelle les concernant.

▪ Le droit à l'oubli sur Internet repose également sur l'article 36 de la loi sur la responsabilité délictuelle de la RPC (5) qui accorde à toute **victime d'un acte délictuel** commis par l'intermédiaire des services de réseau de demander au prestataire de service réseau de prendre toutes mesures nécessaires, telles que l'effacement, le verrouillage de l'accès ou la déconnection, afin de remédier à la situation à l'origine du dommage.

▪ En dehors du monde de l'internet, le droit à l'oubli concernant les informations personnelles diffusées peut s'exercer en **s'opposant à la collecte ou la gestion injustifiée de données personnelles**. Ainsi, la collecte et la gestion de données personnelles par des banques commerciales sont strictement surveillées et réglementées par le Règlement sur l'administration du secteur des enquêtes de solvabilité en matière de crédit (6) et les Mesures provisoires pour l'administration des données de base sur les informations de crédit individuelles (7).

▪ Enfin, il convient de noter que la vente ou la fourniture illégale des données personnelles de tiers constitue **un crime** en vertu de l'article 7 de l'Amendement (VII) à la loi pénale de la RPC (8).

(1) [Loi de la RPC sur les cartes d'identité des résidents](#), (en anglais) réémit par le comité permanent du Congrès national du peuple le 29 octobre 2011, en vigueur le 1^{er} janvier 2004

(2) [Loi de la RPC sur les passeports](#) (en anglais) adopté par le comité permanent du Congrès national du peuple le 9 avril 2006, en vigueur le 1^{er} janvier 2007

(3) [Décision sur le renforcement de la protection des informations en ligne](#), (en anglais) adopté par le comité permanent du Congrès national du peuple le 28 décembre 2012

(4) *Lignes directrices sur la protection des informations personnelles dans les systèmes d'information des services publics et commerciaux*, élaborées par le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information et le TC260 (Comité technique national sur les technologies de l'information) en date du 1^{er} février 2013

(5) [Loi sur la responsabilité délictuelle de la RPC](#), (en anglais) adopté par le comité permanent du Congrès national du peuple le 26 décembre 2009, en vigueur le 1^{er} janvier 2010

(6) *Règlement sur l'administration du secteur des enquêtes de solvabilité*, adopté par le Conseil d'Etat le 21 janvier 2013, en vigueur le 15 mars 2013

(7) [Mesures provisoires pour l'administration des données de base sur les informations de crédit individuelles](#), (en anglais) adoptées par la Banque populaire de Chine le 18 août 2005, en vigueur le 1^{er} octobre 2005

(8) [Amendement \(VII\) à la loi pénale de la RPC](#) (en anglais) adopté par le comité permanent du Congrès national du peuple le 28 février 2009





▪ *Governmental authorities have the duty to keep confidential any personal information collected on citizens, as imposed by different legal provisions, such as article 6 the Law of the PRC on Resident Identity Cards (1) and article 12 of the Passport Law of the PRC (2).*

▪ *As for private parties, they have **the right to be forgotten in the internet area**, as provided for by the Decision on Strengthening Protection of Online Information (3) (the “**Decision**”) and the Guideline for Personal Information Protection within Information System for Public and Commercial Services (4) (the “**Guideline**”).*

▪ *According to article VIII of the Decision, any person shall have the **right to request from a network service provider the removal of any information divulging the individual's personal identity on the network, disseminating its individual privacy or otherwise infringing its lawful rights and interest, or the right to take other necessary prohibitive measures.***

▪ *Moreover, chapter 4 of the Guideline lists the rights of individuals subjected to the release of personal information on the Internet as follows:*

1. **Privacy right:** *the right to request, from the people in charge of the management of personal information, the use of necessary measures to prevent the misuse of personal information by unrelated third parties;*
2. **Right to know:** *the right to request, from the people in charge of personal information, to be informed of the genuine matter of any collected personal information;*
3. **Right to allow or refuse collection:** *the right to allow or refuse the collection of personal information by the people in charge of personal information;*
4. **Right to correct:** *the right to make corrections to any erroneous personal information; and*
5. **Right to request for deletion:** *the right to request, from the people in charge of personal information, the removal of any personal information regarding the concerned individual.*

▪ *The right to be forgotten on the Internet may also be supported by article 36 of the Tort Law of the PRC (5) which entitles any **victim of a tort** committed through network services to require the network service provider to take any necessary measures, such as deletion, blocking of access or disconnection, in order to remedy the situation causing harm.*

▪ *Aside from the Internet, the right to be forgotten regarding released personal information can be exercised by **opposing a wrongful collection or management of personal data**. For example, collection and management of personal information by commercial banks is closely supervised and regulated by the Regulation on the Administration of Credit Investigation Industry (6) and the Interim Measures for the Administration of the Basic Data of Individual Credit Information (7).*

▪ *Finally, article 7 of the Amendment (VII) to the Criminal Law of the PRC (8) provides that the selling or illegal provision of third parties' personal information can be **considered a crime**.*

(1) [Law of the PRC on Resident Identity Cards](#) re-issued by the Standing Committee of the National People's Congress on October 29, 2011, effected on January 1, 2004

(2) [Passport Law of the PRC](#) issued by Standing Committee of the National People's Congress on April 29, 2006, effected on January 1, 2007

(3) [Decision on Strengthening Protection of Online Information](#), issued by the Standing Committee of the National People's Congress on December 28, 2012

(4) [Guideline for Personal Information Protection within Information System for Public and Commercial Services](#), issued by the Ministry of Industry and Information Technology and TC260 (State Standard Managing Committee) dated February 1, 2013

(5) [Tort Law of the PRC](#), issued by the Standing Committee of the National People's Congress on December 26, 2009, effected on July 1, 2010

(6) [Regulation on the Administration of Credit Investigation Industry](#), issued by the State Council on January 21, 2013, effected on March 15, 2013

(7) [Interim Measures for the Administration of the Basic Data of Individual Credit Information](#), issued by the People's Bank of China on August 18, 2005, effected on October 1, 2005

(8) [Amendment \(VII\) to the Criminal Law of the PRC](#), issued by the Standing Committee of the National People's Congress on February 28, 2009





▪ En Colombie, le droit à l'oubli » (« **derecho al olvido** ») n'est pas consacré par la Constitution (1). C'est un règle d'origine **jurisprudentielle**, dont l'évolution a longtemps été liée, jusqu'en 2008, au mécanisme constitutionnel de protection des droits fondamentaux dit « **action de tutela** » (acción de tutela) (2).

▪ Ainsi, comme présenté par la **Cour constitutionnelle** (3) dans une décision de 2011 (4), le **droit d'habeas data** (5) a d'abord été appréhendé, selon un **premier axe** d'interprétation, comme une garantie du droit à la vie privée, afin de protéger les données appartenant à la vie privée et familiale, entendue comme la sphère individuelle impénétrable où chacun peut réaliser son projet de vie et où ni l'Etat ni quiconque ne peut intervenir. Puis, avec la Constitution colombienne de 1991, est né un **deuxième axe** d'interprétation analysant l'habeas data comme une manifestation du libre développement de la personnalité. « *Dans ce sens, l'ultime fondement de l'habeas data (...) se trouve dans l'autodétermination et la liberté que le système juridique reconnaît à la personne concernée comme une condition indispensable pour le libre développement de la personnalité et de la dignité* ». Enfin « *Dès 1995, est apparu un troisième axe d'interprétation, qui domine depuis lors, aux termes duquel l'habeas data est un droit autonome, dont les éléments centraux sont l'autodétermination informatique et la liberté, dont la liberté économique. Ce droit fondamental et autonome requiert, pour sa protection effective, des mécanismes de garantie, qui ne devraient pas dépendre uniquement des juges, mais également d'une institution administrative et de surveillance en charge aussi bien du droit public que privé, qui assurent l'application effective de la protection des données et, en raison de son caractère technique, ont la possibilité de définir des politiques publiques dans ce domaine, sans ingérence politique pour mener à bien ces décisions* ».

▪ Précédemment, un autre texte avait également abordé le concept de droit à l'oubli sous l'angle de l'expiration et la conservation des données financières négatives, à savoir la **décision C-1011 de 2008** portant sur l'**habeas data dans le secteur financier** (6).

▪ La position de la jurisprudence en la matière était assez claire et uniforme jusqu'à l'adoption en 2012 d'une nouvelle **loi 1581** portant dispositions générales relatives à la protection des données (7). En effet, dans son analyse de ce texte, la Cour constitutionnelle colombienne ne fait pas expressément référence au droit à l'oubli et ne le mentionne qu'indirectement via le principe de la finalité des traitements de données. De surcroît, il existe un apparent conflit d'interprétation de la Cour entre la **loi 1266** de 2008 (8) sur les données financières et la loi 1581 de 2012 sur l'Habeas Data qui, bien que portant sur des domaines similaires, ne réglementent pas les mêmes questions. En conséquence, il a lieu de nuancer les règles du droit à l'oubli selon les circonstances de l'espèce.

▪ **En conclusion**, la reconnaissance du droit à l'oubli en Colombie (de manière générale, et non uniquement en tant que principe de durée de vie provisoire des données en matière financière et de crédit), se matérialisera progressivement au fur et à mesure des décisions rendues pour la protection de l'habeas data. Ainsi, davantage de temps et de maturation de la jurisprudence seront nécessaire à cet égard ; deux éléments que la technologie n'est pas disposée à accorder.

(1) Constitution colombienne -en [espagnol](#) -en [anglais](#) (traduction non officielle)

(2) Article 15 de la constitution colombienne

(3) Corte Constitucional www.corteconstitucional.gov.co

(4) [Décision C-748](#) de 2011 de la Cour constitutionnelle (juge président : Jose Ignacio Pretelt) (en espagnol)

(5) Dans certains pays, et plus spécifiquement les pays d'Amérique latine, l'expression « habeas data » fait référence à un droit constitutionnel qui, selon le pays, permet à toute personne d'avoir accès à ses données personnelles, et lui confère le droit de demander la rectification ou la suppression de toute information erronée la concernant (cf. Organisation des Etats américains, « [Principes et recommandations préliminaires relatifs à la protection des données](#) », not. section III, 17-10-2011)

(6) [Décision C-1011/08](#) (en espagnol)

(7) [Loi 1581 de 2012](#) (en espagnol)

(8) [Loi 1266 de 2008](#) (en espagnol)

[IVAN DARIO](#)

[MARRUGO JIMENEZ](#)





▪ The so-called right to be forgotten (“*derecho al olvido*”) is not enshrined in the Constitution of Colombia (1). Its development has been given by the *jurisprudence* and developments had been tied, until 2008, to the phenomenon of protection through the constitutional mechanism of *tutelage of fundamental rights* (2).

▪ The *Constitutional Court* (3) has recognized that the *right to habeas data* (4) was *first* conceived as a guarantee of the right to privacy, regarding the protection of proprietary data privacy and the family sphere, viewed as an individual impenetrable fence where each individual can realize his plan of life and where even the state or others cannot intervene. Then, with the Colombian Constitution of 1991, was born into the Court a *second line* of interpretation that considered the *habeas data* as a derivation of the free development of the personality. “In this line, the *habeas data* has its ultimate foundation” (...) in the field of self-determination and freedom that the law recognizes to the data subject as an indispensable condition for the free development of personality and righteous tribute to their dignity. Since 1995, *third line* of interpretation has come that has prevailed ever since and that points to *habeas data* as an autonomous right, whose core is composed of computer self-determination and freedom, including economic freedom. This basic autonomous right requires, for its effective protection, mechanisms to guarantee it, which should not only depend from the judges, but also from an administrative and monitoring/control institution both for public and private law, to ensure effective enforcement of data protection and, because of its technical nature, which have the ability to set public policy in this area, without political interference for the implementation of those decisions.”(5)

▪ We find another important precedent, facing the notion of the right to be forgotten, guessed by Sentence *c-1011 2008* (6), which examined the law of *habeas data sector in financial matters*, regarding the expiration and retention of negative data as an expression of the right to be forgotten.

▪ The latter position was completely clear in principle for jurisprudence until 2011 because it was kept certain homogeneity in the court, but on the occasion of the new *law 1581* of 2012 (7) on general data protection and its analysis, the constitutionality court was silent on the express mention of right to be forgotten (as timing information), which appeared only tangentially mentioned in the principle of the purpose of processing data. This was coupled with the apparent collision of interpretations of the court against the two laws (*Law 1266* of 2008 on financial data (8) and *Law 1581* of 2012 on General *Habeas Data*) that although related, are not always regulating similar matters and therefore it should be nuanced according to the circumstances of the case.

▪ **In conclusion**, the recognition of the right to be forgotten in Colombia (not only as a principle of temporality of information in the financial and credit risk), will materialize with gradual exercise of supervisory actions that generate new sentences for the protection of the *habeas data*. Therefore, it will require a little more time and maturation of jurisprudence in this regard; two elements that apparently technology will never be willing to grant.

(1) Colombian Constitution
-in [Spanish](#)
-in [English](#) (unofficial translation)

(2) Article 15 of the Colombian Constitution

(3) Corte Constitucional
www.corteconstitucional.gov.co

(4) In some countries, and more particularly in Latin America, the concept of “Habeas Data” refers to a constitutional right that, depending on the country, allows individuals access to their own personal data and the right to request the correction or suppression of any mistaken information (see Organization of American States see Organization of American States, [“Preliminary Principles and Recommendations on Data Protection”](#), esp. section III, 17-10-2011).

(5) [Sentence C-748](#) of 2011 (presiding judge: Jose Ignacio Pretelt) (in Spanish)

(6) [Sentence C-1011/08](#) (in Spanish)

(7) [Law 1581 de 2012](#) (in Spanish)

(8) [Law 1266 of 2008](#) (in Spanish)

[IVAN DARIO](#)

[MARRUGO JIMENEZ](#)





▪ Le « droit à l'oubli numérique » (« **derecho al olvido** ») n'existe pas de manière autonome dans la législation espagnole en matière de protection des données à caractère personnel mais il est devenu un des aspects les plus débattus jusqu'à présent dans ce domaine. Les citoyens deviennent plus exigeants sur la possibilité de voir effacer du Net leurs données à caractère personnel. Pour preuve, l'augmentation du nombre de demandes visant l'effacement du Net et de l'exercice des droits à obtenir l'effacement et de s'opposer à ce que des données concernant l'intéressé fassent l'objet d'un traitement.

▪ En ce qui concerne l'exercice des droits vis-à-vis des **moteurs de recherche**, de nombreuses décisions ont été rendues sur la protection de ces droits : 90% en relation avec Google et le reste avec Yahoo!, Lycos, Altavista, Bing et Terra. Dans la plupart des cas, elles ont fait droit aux demandes des citoyens. Ces demandes ont leur origine dans la publication des données dans les gazettes et journaux officiels, la presse numérique, arrêts judiciaires et autres sites web.

▪ **L'Autorité Espagnole de Protection des Données (AEPD) (1)** a répondu aux demandes du public par rapport aux services fournis par les multinationales tout en prenant l'approche que ces services font l'usage de moyens sur le territoire espagnol et visent spécifiquement les usagers résidant en Espagne. En bref, l'AEPD souhaite que les responsables des moteurs de recherche **effacent de leur index** les références sur les données à caractère personnel des personnes lorsqu'elles considèrent que ces informations sont susceptibles de leur porter préjudice si elles restent accessibles au moyen des moteurs de recherche.

▪ Dans presque 200 cas, il a été fait appel de ces décisions auprès de la **Audiencia Nacional** (la Cour nationale espagnole) (2) et dans un cas en particulier, cette même Cour a présenté une demande de **décision préjudicielle** auprès de la **Cour de Justice Européenne** (3), qui ne s'est pas encore prononcée à ce jour.

▪ Les questions préjudicielles visent essentiellement à savoir si les responsables d'un moteur de recherche établis en dehors du territoire U.E 1) sont soumis au droit communautaire et national sur la protection des données à caractère personnel ; 2) sont « responsables du traitement » des données à caractère personnel contenues dans les sites web qu'ils indexent alors même qu'il s'agirait d'informations publiées légalement par des tiers et 3) si un droit à l'oubli devrait être reconnu et dans l'affirmative, si ce droit permettrait à la personne concernée de s'adresser aux moteurs de recherche afin de faire obstacle à l'indexation des informations concernant sa personne, publiées sur des sites web de tiers, en invoquant sa volonté que ces informations ne soient pas connues des internautes lorsqu'elle considère que ces informations sont susceptibles de lui porter préjudice ou lorsqu'elle désire que ces informations soient oubliées, alors même qu'il s'agirait d'informations publiées légalement par des tiers.

▪ **Cette décision constituera une décision très importante** dans toute l'U.E. pour des cas similaires en cours pour les entreprises fournissant des services de moteurs de recherche ou des fonctionnalités semblables et plu généralement pour l'ensemble des citoyens de l'U.E.

▪ Enfin, le droit à l'oubli des citoyens est prévu dans la **Proposition de Règlement Général sur la Protection des Données** (4) comme le droit d'obtenir du responsable du traitement l'effacement des données à caractère personnel les concernant et la cessation de la diffusion de ces données.

(1) Agencia Española de Protección de Datos, <http://www.agpd.es>

(2) [Audiencia Nacional](#)

(3) [Affaire C-131/12](#), Cour de Justice Européenne : demande de décision préjudicielle présentée par la Audiencia Nacional (Espagne) le 9 mars 2012 - Google Spain, S.L., et Google, Inc./Agencia de Protección de Datos (AEPD), Mario Costeja González

(4) [Proposition de règlement général sur la protection des données](#), publiée le 25.01.2012. COM (2012) 11, Art. 17





- *The so-called ‘Right to be forgotten’ (“**derecho al olvido**”) on the Internet does not exist as such under Spanish Data Protection Law but has become one of the most hotly discussed topics so far. Citizens are ever more vehement in calling for the ability to exercise control over their personal data, including the right not to appear on the Net. The increase in the number of enquiries into how to disappear from the Internet and in the exercise of the rights to erase and to object is evidence on the strength of this demand.*
- *As regards to the exercise of rights vis-à-vis **Internet search engines**, resolutions have been issued regarding the protection of these rights: 90% associated with Google and the rest with Yahoo!, Lycos, Altavista, Bing and Terra, upholding the citizen’s claims in most of the cases. These complaints have their origin in the publication of data in official gazettes and journals, digital media, judicial decisions and other websites.*
- *The **Spanish Data Protection Agency (AEPD) (1)** has responded to the public’s complaints relating to services rendered by multinationals by taking the view that when offering such services these companies make use of equipment in Spanish territory and specifically target users living in Spain. In short, the AEPD wants the search engines providers to **delete from their index references** to personal information to a number of people who believe they are being harmed by the Internet’s refusal to forget.*
- *Appeals against almost 200 resolutions have been brought before the **Audiencia Nacional** (Spanish central court) (2), and in one case the Court has requested a **preliminary ruling** to the **European Court of Justice**. The case is currently in progress (3).*
- *The questions referred are basically related to answer whether Search Engine Provider’s located outside the EU territory 1) are subject to EU and national Data Protection laws in relation to the activity of search engines; 2) are data controllers of the personal data contained in the web pages that they indexed and directly responsible even though the personal data has been lawfully published by third parties and is kept on the web page from which it originates and 3) a right to be forgotten should be recognized and, in the affirmative, the scope of the same. In particular, whether this right covers the individual’s capacity to address himself to search engines in order to prevent indexing of the information relating to him personally, published on third parties’ web pages, invoking his wish that such information should not be known to internet users when he considers that it might be prejudicial to him or he wishes it to be consigned to oblivion, even though the information in question has been lawfully published by third parties.*
- ***This decision itself will constitute a landmark decision** in all EU Member States for similar cases sub judice, companies providing search engines functionalities or similar devices and all citizens within the EU.*
- *The right to be forgotten has also been added by the European Commission into the **Proposal for a General Data Protection Regulation (4)** as the right to obtain from the controller the erasure of personal data relating to them and the abstention from further dissemination of such data.*

(1) Agencia Española de Protección de Datos, <http://www.agpd.es>

(2) [Audiencia Nacional](#)

(3) [Case C-131/12](#), European Court of Justice: Reference for a preliminary ruling from the Audiencia Nacional (Spain) lodged on 9 March 2012 - Google Spain, S.L., Google Inc. v Agencia Española de Protección de Datos, Mario Costeja González

(4) [Proposal for a General Data Protection Regulation](#), published on 25.01.2012. COM (2012) 11, Art. 17





- En France, l'**article 40** de la **loi du 6 janvier 1978** relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés prévoit que « toute personne physique (...) peut exiger du responsable d'un traitement que soient, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou effacées les données à caractère personnel la concernant, qui sont inexactes, incomplètes [ou] équivoques (...) ».
- Cet article ne s'applique pas aux traitements mis en œuvre par les organismes de presse (1).
- En effet, les **organismes de presse** peuvent collecter et traiter des données relatives à des infractions ou condamnations, et les personnes dont les données sont collectées et traitées ne peuvent pas exercer leurs droits d'accès, de rectification ou de suppression des données les concernant (2).
- Or, un « **casier judiciaire virtuel** » (3) peut être préjudiciable à la personne ayant subi une procédure pénale, et qui constate que cette affaire est évoquée par la voie de la presse en ligne, alors qu'un certain délai s'est écoulé depuis (4) (5).
- La **Commission nationale de l'informatique et des libertés** (6) préconise, en cas d'information à caractère judiciaire, la publication, par les organismes de presse en ligne, de tout complément ou mise à jour, afin qu'aucune ambiguïté ne pèse sur la personne dont le nom a été mentionné et qui a bénéficié d'une décision favorable.
- Plutôt que d'entamer et de poursuivre une action judiciaire, la personne concernée peut choisir de se rapprocher du journal en ligne afin de **convenir à l'amiable** d'un arrangement qui assurerait rapidement la réparation du préjudice subi.
- Ainsi donc, la personne concernée peut mettre en demeure le **directeur de la publication du journal en ligne** de :
 - **supprimer l'article litigieux** et/ou d'insérer un lien pointant vers un nouvel article précisant l'issue de la procédure judiciaire (si un tel article existe) ;
 - **solliciter** des exploitants des moteurs de recherche la **désindexation** de l'article litigieux, la société éditrice du journal en ligne étant seule habilitée à le faire, étant éditrice et titulaire des droits d'auteur de l'article.
- La législation française sur le droit de la protection des données personnelles, en particulier l'article 40 de la loi du 6 janvier 1978, devrait évoluer sous l'**influence du droit communautaire**.
- En effet, le 25 janvier 2012, la Commission européenne a publié une **proposition de règlement** relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, qui encadre le droit à l'oubli numérique (7).
- L'**article 17** de la proposition de règlement prévoit que le **responsable de traitement devra, sans délai, procéder à l'effacement des données personnelles** de la personne concernée dès lors que celle-ci en aura fait la demande pour l'un des motifs suivants :
 - les données ont été rendues disponibles lorsqu'elle était enfant ;
 - les données ne sont plus nécessaires au regard de la finalité pour lesquelles elles ont été collectées ;
 - elle a retiré son consentement sur lequel est fondé le traitement ;
 - le délai de conservation des données a expiré ;
 - elle s'oppose au traitement de ses données pour des raisons tenant à sa situation particulière ;
 - le traitement des données n'est pas conforme au règlement européen.
- Le texte précise que lorsque le responsable de traitement a rendu publiques les données d'une personne demandant l'exercice de son droit à l'oubli, il doit prendre toutes les mesures raisonnables en vue d'**informer les tiers qui traitent les données** publiées sous sa responsabilité afin qu'ils procèdent à l'effacement de :
 - tous les liens vers ces données ;
 - toute copie ou reproduction de ces données.
- Toutefois, même si la personne exerce son droit à l'oubli, le **responsable de traitement peut conserver les données personnelles** la concernant **dans certains cas** limitativement énumérés, notamment :
 - le respect d'une obligation légale de conserver les données à caractère personnel ;
 - la nécessité de conserver ces données à des fins probatoires ;
 - l'exercice du droit à la liberté d'expression.

(1) [Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés](#), art. 67

(2) Alain Bensoussan, [Informatique et libertés](#), Editions Francis Lefebvre, 2^e édition (2010), Chapitre XII.

(3) « Le respect du droit à l'oubli sur internet », [Alain Bensoussan pour Microactuel](#), juillet 2012

(4) Alain Bensoussan, Avocats, « [Respect du droit à l'oubli sur internet : interdiction des 'casiers numériques'](#) », 30-11-2011. et Cnil, [Délib. n°2011-238](#) du 30-08-2011

(5) Alain Bensoussan, Avocats, « [Le droit à l'oubli numérique](#) », 16-03-2012.

(6) [www.cnil.fr](#)

(7) [Proposition de règlement général sur la protection des données](#), publiée le 25.01.2012. COM (2012) 11

Cf. également [Blog «e-réputation»](#) de Me Virginie Bensoussan-Brulé

[VIRGINIE BENSOUSSAN-BRULÉ](#)





- In France, under **article 40** of the **Data Protection Act** “any individual (...) may ask the data controller to, as the case may be, rectify, complete, update, block or delete personal data relating to him that are inaccurate, incomplete [or] equivocal (...)”.
- The above provision is not applicable to press organizations (1).
- **Press organizations** can collect and process data related to offences and convictions, and the individuals whose data is collected and processed may not exercise their right of access, rectification and deletion on this data (4).
- However, the creation of a “**virtual criminal record**” (3) may be harmful for an individual who was subject to criminal proceedings in the past and who sees that information on such proceedings is still available in online news services, even many years after.
- With respect to judicial data, the **French data protection authority** (4), the CNIL, recommends that press organizations should publish any additional information or updates relevant to dispel any ambiguity in relation to an individual whose name has been cited in an article and who has thereafter benefited from a favorable decision.
- Instead of initiating and/or continuing judicial proceedings, the person concerned may contact the online newspaper/magazine and **reach an agreement** to achieve a quick solution and obtain fair compensation for the harm caused.
- An individual may thus require the **editor of the online newspaper** to:
 - **delete the litigious article** and/or insert a link directing to a new article giving details on the outcome of the legal proceedings (if such an article exists);
 - **ask search engines operators to remove** the litigious article **from their indexes**, as the online newspaper publisher — who is the publisher and copyright owner of litigious article — is the only one entitled to do so.
- French personal data protection law, and in particular said article 40 of the Data Protection Act of 6 January 1978, should change with **the influence of Community law**.
- On 25 January 2012, the European Commission published **a proposal for a Regulation** on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data (General Data Protection Regulation), which regulates the right to be forgotten (7).
- Under **Article 17** of the proposed Regulation, **the data controller must carry out the erasure of the personal data of a data subject, on request and without delay, where one of the following grounds applies:**
 - the data were made available by the data subject while he or she was a child;
 - the data are no longer necessary in relation to the purposes for which they were collected;
 - the data subject withdraws consent on which the processing is based;
 - the storage period consented to has expired;
 - the data subject objects to the processing of personal data on grounds relating to his or her particular situation;
 - the processing of the data does not comply with the Regulation.
- Same Article 17 further specifies that where the controller has made public the personal data of the data subject requesting the erasure, it shall take all reasonable steps to **inform third parties which are processing such data** under its responsibility, that a data subject requests them to:
 - erase any links to that personal data;
 - erase any copy or replication of that personal data.
- However, even if the data subject exercises his or her right to be forgotten, **the data controller may retain personal data in specific and limited cases** such as:
 - for compliance with a legal obligation to retain the personal data;
 - for purposes of proof;
 - for exercising the right of freedom of expression.

- (1) [French Act N°78-17 of 6 January 1978 on Information Technology, Data Files and Civil Liberties](#), art. 67 (in English)
- (2) Alain Bensoussan, “[Informatique et libertés](#)”, Editions Francis Lefebvre, 2nd edition (2010), Chapter XII.
- (3) “Le respect du droit à l’oubli sur internet”, [Alain Bensoussan pour Microactuel](#) July 2012.
- (4) Alain Bensoussan, Avocats, “[Respect du droit à l’oubli sur internet : interdiction des ‘casiers numériques](#)”, 30-11-2011. and Cnil, [Délib. n°2011-238](#) of 30-08-2011.
- (5) Alain Bensoussan, Avocats, “[Le droit à l’oubli numérique](#)”, 16-03-2012.
- (6) [www.cnil.fr/english/](#)
- (7) [Proposal for a General Data Protection Regulation](#), published on 25.01.2012. COM (2012) 11.

See also

[Blog e-réputation](#) of Maître Virginie Bensoussan-Brulé

[VIRGINIE
BENSOUSSAN-BRULÉ](#)





▪ En Italie, l'autorité de protection des données italienne, le **Garante, (1)** a rendu en 2005 une décision importante en matière de droit à l'oubli (« **diritto all'oblio** »), et plus particulièrement concernant la disponibilité sur internet d'une décision rendue par l'autorité de concurrence italienne. En l'espèce, **l'autorité de concurrence** (qui n'est pas une autorité juridictionnelle) a adopté en 1996 une décision à l'encontre d'une société pour publicité trompeuse et a ensuite mis en ligne cette décision sur son site Web. En 2004, la société concernée a saisi l'autorité de protection des données italienne au motif que la décision apparaissait encore dans les résultats Internet lorsque des internautes effectuaient des recherches en ligne à son sujet et que cette publication portait ainsi atteinte à son droit à l'oubli.

▪ L'autorité de protection des données italienne a estimé que la publication en ligne de sa décision par l'autorité de concurrence était bien prévue par la loi et était donc légitime. Toutefois, elle a souligné que la loi ne prévoyait aucune **modalité pour cette publication**. Dès lors, afin de s'assurer que la publication sur Internet n'entraîne pas en conflit avec la réglementation informatique et libertés, il convenait de prendre deux mesures :

a) création d'une section à **accès restreint** sur le site Web de l'autorité de concurrence, où figureraient les anciennes décisions de ce type (remontant à 1996), afin qu'elles ne soient pas accessibles par les moteurs de recherche hors du site ;

b) instauration par l'autorité de concurrence d'une **période** pendant laquelle la publication et l'accès libre d'une de ses décisions sur son site Web seraient considérés proportionnés au regard des finalités recherchées par la décision en question.

▪ Il convient de noter que l'autorité de concurrence s'est conformée aux **lignes directrices (2)** établies par le Garante. En particulier, en appliquant les « **Robot Meta Tags** » sur certaines pages (dont celle contenant la décision litigieuse), l'autorité empêche les moteurs de recherche de pouvoir y accéder. En outre, la **période proportionnée de publication** avec accès libre sur le site Web de l'autorité a été fixée à 5 ans, à la lumière de la législation anticoncurrentielle applicable, aux termes de laquelle les sanctions imposées aux récidivistes se prescrivent par cinq ans.

▪ S'agissant de la problématique du droit à l'oubli et des **moteurs de recherche**, l'autorité de protection des données italienne a adopté en novembre 2005 une décision **(3)** portant sur la période de conservation et la disponibilité sur Internet d'articles de journaux datés de plusieurs années. Les articles en question n'étaient plus disponibles sur le site Web du journal qui les avait publiés mais pouvaient toujours être récupérés via le moteur de recherche Google, qui affichait les copies caches et leurs résumés respectifs.

▪ Par une décision du 18 janvier 2006 (Ms. XYZ c/ Google Italie), l'autorité de protection des données italienne a considéré que **Google** procédait bien au traitement des données à caractère personnel de la plaignante, et notamment par la création et le stockage des « **pages cache** » de pages initialement publiées sur d'autres sites. En l'espèce, il a été considéré que ce traitement de données à caractère personnel devait être soumis à l'exercice de ses droits par la personne concernée et que la personne concernée avait droit à ce que sa demande soit traitée sans délai.

(1) [Autorité italienne de protection des données \(Garante\)](#)

(2) [Motori di ricerca e provvedimenti di Autorità indipendenti: le misure necessarie a garantire il c.d. "diritto all'oblio"](#), 10-11-2004, doc. web n. 1116068 (en italien)

(3) [Provvedimento del 9 novembre 2005](#) doc. web n. 1200127 (en italien)





▪ In Italy, an important decision was made by the DPA (**Garante**) (1) in connection with a complaint lodged in 2004 regarding the right to be forgotten (“**diritto all'oblio**”). The case had to do with the retrieval on the Internet of a decision issued by the **Italian Antitrust Authority** (which is not a judicial authority) against a company on account of misleading advertising; the said decision had been issued in 1996, and was subsequently posted on the Authority's web site. The complainant alleged that the fact of the decision's being still available on the Internet whenever information concerning his current activities was being retrieved was in breach of his right to oblivion.

▪ In the DPA's decision, it was stated that the publication by the Antitrust Authority was lawful as it was provided for by the law, which however did not specify the **detailed mechanisms of such publication**; however, to ensure that the processing on the Internet was not in breach of data protection legislation, two measures were to be taken:

(a) creation of a **restricted-access section** in the Antitrust Authority's website where to post decisions such as the one in question (dating back to 1996), which must not be retrievable by means of the standard external search engines;

(b) setting out by the Antitrust Authority of the **period** during which posting and free retrieval of a decision on the Authority's website can be regarded as proportionate in view of achieving the purposes sought by the decision in question.

▪ It should be stressed that the Antitrust Authority complied with the **guidelines (2)** set out by the DPA; in particular, by applying the so-called "**Robot Meta Tags**" to certain pages (including the one containing the decision at stake), the Authority prevented them from being retrievable by means of search engines. Additionally, the **proportionate period for posting information** on the Authority's website without any restriction - such as the one mentioned above - was found to be five years as based on the relevant antitrust legislation, whereby the sanctions to be imposed on repeated offenders are statute-barred after five years.

▪ On the issues related to **search engines** and oblivion rights, the DPA adopted another decision in November 2005 (3) dealing, in particular, with the retention and availability on the Internet of newspaper articles dating back to several years before. The articles in question were no longer available on the website of the specific newspaper that had published them, however they could still be retrieved via Google – which showed, interestingly, the parallel processing carried out by Google by means of **cache copies** and the respective abstracts.

▪ *Garante per la protezione dei Dati*- Abstract from the Decision of January 18, 2006 - Ms XYZ vs **Google** Italy. It has been found that the search engine does indeed autonomously process personal data of the claimant, specifically by having created and then stored the so-called "**cache pages**" of pages originally published on other sites. It has also been found that such processing of personal data is subject to the exercise of the rights of the data subject and that the data subject is entitled to see her/his request to be addressed without delay.

(1) [Italian data protection authority \(Garante\)](#)

(2) [Motori di ricerca e provvedimenti di Autorità indipendenti: le misure necessarie a garantire il c.d. "diritto all'oblio"](#), 10-11-2004 doc. web n. 1116068 (in Italian)

(3) [Provvedimento del 9 novembre 2005](#), doc. web n. 1200127 (in Italian)

[RAFFAELE ZALLONE](#)

PAYS / COUNTRY	CABINET/ FIRM	CONTACT	TELEPHONE	EMAIL
Afrique du Sud <i>South Africa</i>	Michalsons Attorneys	Lance Michalson John Giles	+27 (0) 21 300 1070	lance@michalsons.co.za john@michalsons.co.za
Allemagne <i>Germany</i>	Buse Heberer Fromm	Bernd Reinmüller Tim Caesar	+ 49 69 971097100	reinmueller@buse.de caesar@buse.de
Angleterre <i>UK</i>	Preiskel & Co LLP	Danny Preiskel	+ 44 (0) 20 7332 5640	dpreiskel@preiskel.com
Argentine <i>Argentina</i>	Estudio Millé	Antonio Millé Rosario Millé	+ 54 11 5297 7000	antonio@mille.com.ar rosario@mille.com.ar
Belgique <i>Belgium</i>	Philippe & Partners	Jean-François Henrotte	+ 32 4 229 20 10	jfhenrotte@philippelaw.eu
Brésil <i>Brazil</i>	Melchior, Micheletti e Amendoeira Advogados	Silvia Regina Barbuy Melchior	+ 55 113 8451511	melchior@mmalaw.com.br
Canada <i>Canada</i>	Langlois Kronström Desjardins	Jean-François De Rico	+1 418 650 7923	jean-francois.derico@lk
Chine <i>China</i>	Jade & Fountain PRC Lawyers	Jun Yang	+86 21 6235 1488	jun.yang@jadefountain.com
Colombie <i>Colombia</i>	Marrugo Rivera & Asociados	Ivan Dario Marrugo Jimenez	+57 1 4760798	imarrugo@marrugorivera.com
Espagne <i>Spain</i>	Alliant Abogados	Marc Gallardo	+ 34093 265 58 42	marc.gallardo@alliantabogados.com
Etats-Unis <i>USA</i>	IT Law Group	Françoise Gilbert	+ 1 (650) 804 1235	fgilbert@itlawgroup.com
France <i>France</i>	Alain Bensoussan-Avocats	Alain Bensoussan	+33 1 41 33 35 35	paris@alain-bensoussan.com
Grèce <i>Greece</i>	Ballas, Pelecanos & Associates L.P.C.	Georges A. Ballas	+ 30 210 36 25 943	central@balpel.gr
Israël <i>Israel</i>	Livnat, Mayer & Co.	Russell D. Mayer	+972 2 679 9533	mayer@lmf.co.il
Italie <i>Italy</i>	Studio Legale Zallone	Raffaele Zallone	+ 39 (0) 229 01 35 83	r.zallone@studiozallone.it
Liban <i>Lebanon</i>	Kouatly & Associates	Rayan Kouatly	+ 961 175 17 77	info@kouatlylaw.com
Luxembourg <i>Luxembourg</i>	Philippe & Partners	Jean-François Henrotte	+ 32 4 229 20 10	jfhenrotte@philippelaw.eu
Maroc <i>Morocco</i>	Bassamat & associée	Bassamat Fassi-Fihri	+ 212 522 26 68 03	contact@cabinetbassamat.com
Mexique <i>Mexico</i>	Langlet, Carpio y Asociados, S.C.	Enrique Ochoa De González Argüelles	+ 52 55 25 91 1070	eochoa@claw.com.mx
Norvège <i>Norway</i>	Føyen Advokatfirma DA	Arve Føyen	+ 47 21 93 10 00	arve.foyen@foyen.no
Suisse <i>Switzerland</i>	Sébastien Fanti	Sébastien Fanti	+ 41 (0) 27 322 15 15	sebastien.fanti@sebastienfanti.ch
Tunisie <i>Tunisia</i>	Younsi & Younsi International Law Firm	Yassine Younsi	+216 71 34 65 64	cabinetyounsi_younsi@yahoo.fr

La JTIT est éditée par Alain Bensoussan Selas, société d'exercice libéral par actions simplifiée, 29, rue du colonel Pierre Avia 75015 Paris, président : Alain Bensoussan

Directeur de la publication : Alain Bensoussan – Responsable de la rédaction : Isabelle Pottier

Diffusée uniquement par voie électronique – gratuit –

Abonnement à partir du site : <http://www.alain-bensoussan.com/outils/abonnement-juristendance>

ISSN 1634-0701

©Alain Bensoussan 2013

